

François Pélegrin,

architecte, président d'honneur de l'Unfsa,
vice-président de l'AFNOR

LA FRANCE AURA LE CADRE DE VIE QU'ELLE MÉRITE

Voilà des années que l'État affiche le noble objectif de rénover efficacement 500 000 logements par an et qu'“en même temps”, il fait beaucoup pour que cela ne se passe pas ainsi...

Les ministres passent, les politiques énergétiques et environnementales fluctuent, les moyens alloués varient...

Depuis dix ans, dans cette tourmente, seul le Plan Bâtiment Durable garde le cap: la pertinence de ses diagnostics et de ses propositions ne sont plus à démontrer

Nos gouvernements successifs ont-ils suffisamment analysé les conséquences de mauvais choix en termes de planification, de construction, de réhabilitation, et mesuré les prodigieuses économies que la nation – si elle s'en donne les moyens – pourrait réaliser tout en contribuant à résorber certains problèmes majeurs de la société?

Le secteur de la construction et du cadre de vie, principal vecteur de l'économie française et de la cohésion sociale affiche, depuis des décennies, des défauts majeurs:

- les constructions consomment 50% de l'énergie nationale et contribuent pour 28% des émissions de CO₂;
- le “mal vivre” de certains ensembles urbains (grands ou petits) est évident;
- les bourgs se vident, les commerces meurent car on a préféré le modèle économique des grandes surfaces;
- les bâtiments malsains engendrent de graves problèmes de santé pour les victimes (amiante, mauvaise qualité de l'air) et des dépenses vertigineuses pour la sécurité sociale;

– l'étalement urbain, les lotissements rejetés en périphérie des villes parce que le terrain n'y est pas cher mais conduisent très vite certains ménages au surendettement. Quand mesurera-t-on l'impact du “mitage urbain”: infrastructures et services payés par la collectivité (transport, collecte des déchets) pour une qualité de vie souvent discutabile et coûteuse (importance du temps et du coût des trajets domicile – travail, seconde ou troisième voiture, éloignement des activités culturelles et de loisirs, etc...)? Quand comprendra-t-on qu'il est plus économique pour tous: propriétaire, collectivité locale, banquier, planète, etc., de financer une maison à 130 000€ dans le village plutôt qu'une maison à 100 000€ à 10km de tout service? Quand abolira-t-on le sacro-saint mais stupide “ratio de 33% d'endettement”, ce dernier est l'antithèse du raisonnement en “coût global” et l'un des grands coupables qui explique en partie le mouvement des gilets jaunes.

Et pourtant, comme nous le montre bon nombre de pays voisins, créer un cadre de vie de qualité dans une perspective de développement durable est possible quand on se décide à raisonner en “économie globale” pour planifier, financer et concevoir tous les éléments constituant ce cadre de vie.

Je ne doute pas que l'intelligence collective qui nourrit le Plan Bâtiment Durable et sa pugnacité finiront par convaincre les politiques d'emprunter les meilleurs chemins.